



RÉFORME DES RETRAITES LE GOUVERNEMENT CONFISQUE ENCORE LE DÉBAT

Un an presque jour pour jour après son adoption, les sénatrices et sénateurs du groupe Socialistes, Écologiste et Républicain (SER) ont voulu défendre une proposition de loi pour abroger la réforme des retraites, avec l'ensemble des groupes de gauche au Sénat. Ils dénoncent l'attitude du Gouvernement qui a une nouvelle fois confisqué le débat sur cet enjeu majeur.

Non, le sujet de la réforme des retraites n'est pas derrière nous. Les Français n'ont pas oublié combien cette réforme représente :

- un non-sens démocratique, tant elle est impopulaire, imposée à coup de 49-3 et d'artifices pour limiter les débats au Parlement
- un non-sens social, tant elle augmente la précarité de ceux qui, après 55 ans, se retrouvent au chômage ou au RSA, et tant elle aggrave la situation des personnes exerçant des métiers précaires ou pénibles
- un non-sens économique, avec environ 100 000 allocataires de minima sociaux supplémentaires, 20 000 bénéficiaires d'une pension d'invalidité supplémentaires ou encore près de 80 000 de nouveaux privés d'emploi indemnisés

Cette réforme doit être abrogée. C'était l'objet de la proposition de loi du groupe SER, cosignée par les groupes CRCE-K et GEST.

Le débat sur la protection de notre système de retraite reste d'actualité. L'âge de départ à la retraite ne devra pas être la seule variable d'ajustement proposée par le Gouvernement ou la droite dès lors que la situation économique se dégradera et que les déficits publics se creuseront. Si les déficits se creusent, cessons de les faire payer aux personnes qui ont travaillé et cotisé toute leur vie.

AUTEURE



Monique Lubin
Sénatrice des
Landes

RAPPORTEURE



Marion Canalès
Sénatrice du
Puy-de-Dôme